



TRAVAIL ET JUSTICE SOCIALE

L'ACCORD QUE NOUS VOULONS DEPUIS TOUJOURS

CADRE D'ACTION FÉMINISTE POUR L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

PUBLIÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DE LA FES SUR LES VISIONS FÉMINISTES DE L'AVENIR DU TRAVAIL

Anita Gurumurthy et Nandini Chami



Le capitalisme numérique a fait naître des inégalités extrêmes en concentrant le pouvoir économique entre les mains de quelques-uns. Les femmes, que ce phénomène affecte de manière plus grave que les hommes, risquent d'être davantage marginalisées, voire de perdre leurs moyens de subsistance.



Le modèle commercial des entreprises de plateforme transnationales produit et reproduit des hiérarchies racialisées et sexuées sur le marché du travail.



Un cadre d'action féministe pour l'économie numérique propose de nouvelles visions fortes pour créer et maintenir des sociétés qui soient justes envers les femmes.

L'ACCORD QUE NOUS VOULONS DEPUIS TOUJOURS

CADRE D'ACTION FÉMINISTE POUR
L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

PUBLIÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DE LA FES SUR
LES VISIONS FÉMINISTES DE L'AVENIR DU TRAVAIL

L'AVENIR
est
FÉMINISTE

Table des matières

1	CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	2
2	POURQUOI LES FÉMINISTES DOIVENT SE PRÉOCCUPER DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE	3
2.1	La révolution numérique a fait progresser le paradigme du développement néo-libéral et a aggravé les inégalités entre les sexes	3
2.2	L'économie numérique perpétue les hiérarchies de travail sexistes et compromet l'avenir des femmes en matière de moyens de subsistance	4
2.3	Les entreprises numériques transnationales colonisent le corps et la vie des femmes.....	5
2.4	Les déficits de gouvernance dans l'économie numérique mondiale entravent les progrès vers l'égalité des sexes.....	5
3	QUELS SONT LES ÉLÉMENTS CLÉS D'UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ÉQUITABLE POUR LES HOMMES ET LES FEMMES ?	7
3.1	Un nouveau multilatéralisme pour le développement à l'ère numérique	7
3.2	La responsabilité des Big Tech en matière de droits des femmes	8
3.3	Les politiques féministes en matière d'infrastructures	8
4	SAISIR L'OCCASION	10

1

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le paradigme techno-social du XXI^{ème} siècle, basé sur la révolution numérique et la révolution des données, soulève de graves préoccupations en matière de justice entre les sexes. Il s'appuie sur les axes transversaux de pouvoir social qui ont contribué à un ordre économique mondial non durable et inégal, et il les renforce. Pour résister à ses assauts, il faut en comprendre le fonctionnement en profondeur.

L'édifice du capitalisme numérique repose sur une extrême inégalité. La numérisation va de pair avec la concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques-uns,¹ la baisse de la rémunération du travail par rapport au capital² et les progrès limités dans la réduction des inégalités de revenus au sein des pays et entre eux.³ Les femmes sont plus fortement touchées par cette augmentation des inégalités, et elles sont plus susceptibles de connaître l'extrême pauvreté.⁴

Alors même que la pandémie du COVID-19 a détruit les économies mondiales, la richesse personnelle du tsar de la Silicon Valley, Jeff Bezos, a augmenté de 40 milliards de dollars.⁵ L'accumulation incessante des données sous le capitalisme numérique a conduit à une aliénation et à une précarité extrêmes,⁶ ainsi qu'à une marchandisation de la reproduction sociale.⁷ C'est là un constat tragique, si l'on considère que la promesse initiale d'Internet était l'émancipation de la personne et d'avènement d'activités libératoires grâce à de nouvelles formes de lien, de collaboration et de création de richesse.⁸

Nous devons nous réapproprier le paradigme numérique et créer les cadres normatifs et institutionnels qui nous permettront d'exploiter la puissance des données et de l'internet dans un ordre socio-économique radicalement différent. Aujourd'hui, alors que les retombées du COVID-19 accélèrent la marche en avant d'un paradigme qui dérape, le besoin urgent se fait sentir d'un cadre d'action féministe pour l'économie numérique qui puisse faire naître de nouvelles visions et créer des pistes durables. Ce cadre doit remettre en cause le statu quo et reconnaître les injustices du capitalisme numérique, paradigme mondial porté par une idéologie néocoloniale. Notre mission est d'identifier et d'aborder l'extraction des données, l'exploitation et l'exclusion inhérentes à l'époque actuelle, tels qu'elles se reflètent

dans les croisements entre le sexe, la classe, la race, la caste et autres marqueurs de pouvoir et de domination.

On parle souvent de l'économie de plateforme pour décrire le paradigme économique émergent. L'économie de plateforme comporte un énorme écosystème de transactions rendues possibles par une architecture de données en réseau, c'est-à-dire internet et les données qui y circulent. La logique d'encadrement de l'économie de plateforme, également appelée économie numérique, est fondée sur le « renseignement numérique ».

Au cours des deux dernières décennies, les grandes entreprises numériques comme Google, Apple, Facebook, Amazon et Alibaba (souvent appelé GAFAA) ont accumulé volumes de données considérables. Grâce à ce réservoir de données en constante expansion, dont elles ont la propriété et le contrôle exclusifs, ces entreprises ont acquis un « avantage en matière de renseignement » qui les favorisent lorsqu'il s'agit de réorganiser les chaînes de valeur mondiales en utilisant les informations et les prévisions basées sur les données. Grâce à cet avantage, non seulement ces entreprises ont pu se projeter en tête de liste des monopoles⁹ dans un secteur particulier, mais elles ont également réussi à pénétrer progressivement de nombreux autres secteurs de l'économie. Le capitalisme numérique signifie donc un changement dans l'accumulation capitaliste, avec une réorganisation, grâce aux données, de tous les aspects de l'économie.¹⁰

La réorganisation globale de la production, de la distribution et de la consommation dont nous sommes témoins n'augure pas, loin s'en faut, d'un ordre économique égal, durable et juste. D'un point de vue féministe, certaines préoccupations sont cruciales ; nous les abordons ci-dessous.

2

POURQUOI LES FÉMINISTES DOIVENT SE PRÉOCCUPER DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

2.1 LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE A FAIT PROGRESSER LE PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT NÉO-LIBÉRAL ET A AGGRAVÉ LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES

Très tôt, la révolution numérique s'est mise au service de la mondialisation néo-libérale. Les dividendes de la technologie se sont concentrés sur un nombre limité d'entreprises «superstar».¹¹ Le modèle commercial de la Big Tech, basé sur l'accumulation de données, a favorisé la concentration du pouvoir économique et la création de monopoles de marché.¹² Entre 1980 et 2016, les années qui ont vu l'émergence de l'ère numérique, les inégalités mondiales se sont accrues, les hauts revenus gagnant plus que les autres (voir encadré 1).¹³ Ce paradigme économique rejeté par les femmes du Sud, caractérisé par une inégalité accrue et la mainmise des entreprises sur les cadres de vie sociale, a trouvé un nouvel essor dans l'économie numérique.

Encadré 1. L'écosystème de la Big Tech

Dans l'économie numérique, une poignée d'entreprises ont réussi à construire un réseau de connexions en utilisant leur grande puissance de données. Ces connexions denses s'étendent à différents niveaux ou secteurs de l'économie ainsi qu'aux divers segments d'une même verticalité. De plus, grâce à la puissance des données, les grandes entreprises technologiques sont capables de manipuler le marché. Prenons le cas d'Amazon :

- Amazon n'est pas qu'un simple marché en ligne ; elle a des participations dans un large éventail d'activités économiques allant de l'industrie automobile aux soins de santé, en passant par les sciences de la vie, la livraison autonome par drone, la cyber-sécurité et la maison intelligente.¹⁴
- Dans le commerce de détail, Amazon fournit l'infrastructure essentielle à tous les niveaux, de la livraison et du soutien logistique à l'octroi de crédit et aux services d'analyse de données pour les vendeurs. Il y a longtemps qu'Amazon Web Services (AWS), un ensemble de services de base sur internet pour le commerce de détail, contribue davantage au revenu d'exploitation d'Amazon que son activité de vente au détail.¹⁵
- On sait qu'Amazon a utilisé des données concernant des vendeurs tiers sur sa plateforme pour développer

des offres concurrentes de marques de distributeur sur les produits les plus rentables, une pratique qui va à l'encontre de la politique déclarée de la société.¹⁶

- Amazon possède plus de 3 000 lignes de produits propres, notamment dans l'épicerie, l'édition de livres, la production télévisuelle et cinématographique, la création de mode et l'industrie pharmaceutique, et même les services de matériel informatique (via Alexa).

Alibaba, le mastodonte chinois, a commencé comme plateforme de commerce électronique, mais il gère aussi désormais une plateforme de renseignement sur le cloud au service d'un large éventail de secteurs: urbanisme, agriculture, santé, aviation et finance. Les prouesses d'Alibaba s'étendent à toute la chaîne de valeur des données: grâce à son vertical d'e-commerce, il s'assure un pouvoir inégalé en tant que collecteur et agrégateur de données; en même temps, comme fournisseur de services de renseignement sur le cloud, il augmente sa capacité de stockage et de traitement à un niveau inédit pour l'analyse commerciale intersectorielle.¹⁷

L'écosystème des Big Tech se développe grâce à un financement à risque agressif qui encourage la manipulation et la captation du marché,¹⁸ ce qui permet aux grandes entreprises technologiques d'absorber ou d'éliminer la concurrence. Sept entreprises seulement de deux pays, les États-Unis et la Chine, représentent les deux tiers de la valeur marchande totale des 70 premières plateformes numériques au monde;¹⁹ elles détiennent 75 % de tous les brevets liés aux technologies de chaîne de blocs et représentent 50 % des dépenses mondiales pour l'Internet des objets et plus de 75 % du marché mondial de l'informatique du cloud public.²⁰ Les pays en développement sont à la traîne en matière de technologie numérique.

Dans un paradigme social numérique profondément inégalitaire, la pauvreté continue à être sexospécifique et touche les femmes de manière disproportionnée dans leur tranche d'âge de production maximale, à savoir les 25 – 34 ans.²¹ Dans les pays les plus pauvres, qui présentent les niveaux les plus faibles d'égalité entre les sexes (y compris en matière d'éducation et de compétences),²² la pauvreté et la marginalité qui y est associée, en particulier chez les jeunes femmes, ont pour effet d'écarter tout simplement les femmes de la

révolution des données et de l'intelligence artificielle (IA). Les normes régressives en matière de genre définissent l'interface des femmes avec la technologie sur les marchés du travail émergents, et les relèguent ainsi aux emplois moins bien rémunérés et peu qualifiés. En outre, le contexte COVID-19 a eu un impact négatif sur la participation des femmes à la vie active,²³ en les confinant dans des espaces privés où elles risquent de subir une violence accrue.²⁴

Passons maintenant des inégalités d'accès des femmes à l'économie numérique aux multiples inégalités dans la distribution des dividendes numériques à l'échelle mondiale, nationale et régionale, selon le sexe.

2.2 L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE PERPÉTUE LES HIÉRARCHIES DE TRAVAIL SEXISTES ET COMPROMET L'AVENIR DES FEMMES EN MATIÈRE DE MOYENS DE SUBSISTANCE

Les faits indiquent que pour la majorité des femmes dans le monde qui occupent actuellement des emplois de faible qualité et précaires, l'avenir du travail pourrait bien ne pas être différent de ce qu'il est aujourd'hui. Les emplois qualifiés et très bien rémunérés dans le domaine de l'informatique et de la programmation d'IA, qui offrent la promesse d'une mobilité vers le haut dans l'économie numérique, restent hors de portée de la plupart des femmes, car les écarts entre les sexes dans l'enseignement supérieur, en particulier dans les secteurs des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) de pointe, ne sont toujours pas comblés,²⁵ et le sexisme sur le lieu de travail dans les entreprises technologiques reste la norme.²⁶ Dans les pays en développement, la proportion des femmes dans l'économie numérique tombe à un sur cinq,²⁷ car les disparités entre les sexes en matière d'accès et de maîtrise de la technologie faussent encore davantage la participation des femmes sur le marché du travail numérique.²⁸

Ce sont les femmes qui ont été les plus durement impactées par les chocs économiques de la pandémie mondiale, car elles occupent des emplois mal payés et non protégés, et elles sont touchées de manière disproportionnée par le retrait des investissements publics dans les infrastructures de soins sociaux.²⁹ Cette situation ne va qu'empirer, car l'accélération de l'automatisation induite par l'IA dans les emplois traditionnels de fabrication et d'administration dominés par les femmes entraîne davantage de pertes d'emploi dans le secteur formel et une inversion de l'évolution des avantages durement acquis en matière de salaire et de statut.³⁰ En même temps, les femmes qui travaillent dans l'agriculture et dans le secteur informel vont également être touchées par la plateformesation. La restructuration complète des chaînes de valeur mondiales par les entreprises de plateforme a un effet négatif direct sur les moyens de subsistance traditionnels des femmes dans l'agriculture et la petite vente au détail dans les pays du Sud. Les plateformes de distribution alimentaire en ligne sapent les entreprises de restauration à domicile des femmes, tandis que les chaînes d'approvisionnement en produits agricoles basées sur les plateformes détruisent

les agro-écosystèmes dirigés par les femmes, avec des retombées potentielles pour la sécurité alimentaire des ménages.³¹ L'impact sexospécifique de l'économie numérique sur les moyens de subsistance des femmes dans l'agriculture et le secteur informel est toujours à l'étude, mais les expériences empiriques interdisent tout optimisme.³²

Les entreprises de plateforme pour les services à la demande reproduisent les hiérarchies raciales et de genre sur le marché du travail en cantonnant les femmes aux emplois subalternes.³³ Les plateformes utilisent également des pratiques de profilage des travailleurs qui, en se conformant aux préférences des consommateurs, reproduisent les hiérarchies raciales et de genre fortement ancrées sur le marché du travail (voir encadré 2).³⁴

Encadré 2. Hiérarchies des sexes dans le travail domestique à la demande

Il y a quelques années, l'une des principales plateformes de travail à la demande en Inde, Book My Bai (Louez mon employée domestique), avait lancé une campagne publicitaire intitulée : « Fini les diamants ! Offrez une bonne à votre épouse »,³⁵ reflétant ainsi les normes patriarcales profondément enracinées qui entourent le travail des femmes en général, et la dévaluation institutionnelle du travail effectué par les femmes pauvres et de basse caste en particulier. Des plateformes telles que Care.com (décrite comme l'Amazon des services de soins) se positionnent comme un marché en ligne qui permet aux professionnels des soins indépendants et aux clients de s'identifier entre eux, et qui prétend offrir des conditions de travail équitables, où la performance détermine le potentiel de gains et les meilleures perspectives. Mais en réalité, la transparence est à sens unique sur ces plateformes. Des informations détaillées sur les employés sont compilées et présentées aux clients, mais les informations sur les clients (localisation, commentaires négatifs, etc.) ne sont pas accessibles aux employés.³⁶ Une étude de Care.com montre que les catégories d'activité de soin les mieux rémunérées, comme la garde d'enfants, vont majoritairement aux employés blancs, nés aux États-Unis, qui sont considérés comme des pairs par les clients. Les employés issus de minorités raciales et ethniques, généralement noires et latinos, se retrouvent cantonnés à des emplois moins considérés et moins bien payés, comme le ménage.³⁷

Une préoccupation se fait jour : l'emploi conclu par le biais des plateformes érode les droits des travailleurs à la protection sociale. La précarisation et l'instabilité qui caractérisent l'économie de plateforme dans la plupart des pays du Sud n'apportent pas vraiment la flexibilité qui permettrait de progresser dans l'échelle sociale. Si l'on considère l'augmentation de la charge de travail des femmes dans le secteur des soins après la COVID, il est fort probable que la numérisation de l'économie, si elle ne s'accompagne pas d'une augmentation proportionnelle des dépenses sociales pour les infrastructures de soins, d'une prise en compte des droits des travailleurs par les entreprises et d'une réglementation des plateformes, entraînera une intensification de la charge de travail non rémunéré des femmes dans le secteur des

soins. Les accords de travail à domicile conclus post-COVID peuvent non seulement isoler les travailleuses, mais aussi constituer un retour en arrière en renforçant la division traditionnelle du travail entre hommes et femmes au sein du foyer.³⁸

2.3 LES ENTREPRISES NUMÉRIQUES TRANSNATIONALES COLONISENT LE CORPS ET LA VIE DES FEMMES

L'extraction des données (la logique au cœur du modèle commercial des entreprises numériques transnationales) s'est infiltrée dans tous les aspects de la vie sociale. L'historique de santé menstruelle³⁹ et les pratiques sexuelles intimes⁴⁰ sont profilées pour le marché à une échelle jusqu'ici inimaginable par des applications qui poussent à une quantification croissante du soi. Dans ce reconditionnement de la socialité comme matière première pour l'accumulation du capital, qui s'apparente à l'exploitation des ressources naturelles sous le capitalisme industriel, les forces du capital ont colonisé le dernier bastion : le monde de l'intime.⁴¹

Les technologies d'avant-garde telles que le séquençage numérique du génome présentent des risques en matière de limitation des ressources de la biodiversité et de capture des bénéfices tirés de ces ressources au profit d'une poignée d'entreprises puissantes (voir encadré 3).

Encadré 3. Projet Biogénome de la Terre et Banque de codes de la Terre

En janvier 2018, le Forum économique mondial a lancé l'initiative Banque de codes [Bank of Codes] d'Amazon, qui comporte deux volets principaux : le projet de biogénome terrestre, visant à séquençer et à cataloguer toutes les plantes, les animaux, les champignons et une grande partie de tous les organismes unicellulaires de la Terre par le développement et l'utilisation de drones évoluant sur terre et sur les océans, ainsi que par de nouvelles technologies de séquençage peu coûteuses; et la Banque de codes de la Terre, qui doit servir de registre blockchain des éléments de propriété intellectuelle biologique et biomimétique mondiale et en documenter l'origine, les droits et les obligations qui y sont associés. L'objectif est de créer un mécanisme mondial permettant l'appropriation commerciale de ces ressources par le biais d'un système commercial transparent qui empêche le bio-piratage par les entreprises. Cependant, l'histoire montre que l'utilisation commerciale des biens communs de la biodiversité a rarement apporté des avantages aux communautés locales dont les moyens de subsistance et les traditions de savoir sont liés à ces ressources. Il semble donc probable qu'une nouvelle vague de commercialisation des ressources biologiques par le biais d'un cadre numérique et de données prétendument « en libre accès » pourrait, au final, facilement dénier aux communautés autochtones les droits dont ils jouissent encore pour le moment. En l'absence de cadre de gouvernance démocratique, l'initiative privatise de fait la richesse des données relatives aux ressources naturelles du monde.⁴²

Les fondements matériels de l'économie numérique reposent sur l'exploitation rapace des biens communs écologiques qui assurent la subsistance des femmes les plus pauvres du monde.⁴³ L'extraction de terres rares pour la production d'appareils numériques a non seulement ravagé l'environnement, mais a également financé la guerre civile qui a déclenché une horrible vague de violence sexuelle au Congo.⁴⁴ Les principaux fabricants mondiaux de téléphones portables exploitent le travail des femmes depuis des décennies dans des conditions épouvantables, y compris la protection insuffisante contre l'exposition à des produits chimiques toxiques.⁴⁵ La réorganisation de bout en bout des chaînes d'approvisionnement par les plateformes de commerce électronique alimente une culture consumériste non durable avec son énorme empreinte énergétique et son cortège de déchets.

2.4 LES DÉFICITS DE GOUVERNANCE DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE MONDIALE ENTRAVENT LES PROGRÈS VERS L'ÉGALITÉ DES SEXES

Actuellement, il n'existe pas de régime de gouvernance mondiale dans le domaine du numérique et des données. Les pays développés, conscients que le pouvoir des données est essentiel pour leur avance économique mondiale, profitent de ce vide. En utilisant les accords commerciaux pour accéder aux ressources de données des pays en développement, ils mettent en avant le dogme de la « libre circulation transfrontalière des données », empêchant les pays en développement d'élaborer leurs propres politiques industrielles numériques.⁴⁶ Sans contrôle souverain sur leurs ressources de données, les pays les moins puissants se retrouvent pratiquement incapables d'instituer des garanties pour protéger les revendications des femmes, par exemple dans le cas du vol de données par les entreprises sur les pratiques de culture des femmes agricultrices ou la capture des ressources de la biodiversité par des méthodes numériques.

Les pays développés ont également cherché à modifier l'accord concernant les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) afin d'étendre les droits de propriété intellectuelle (PI) de leurs entreprises numériques en matière de données et d'innovations liées à l'IA.⁴⁷ Les partenariats public-privé mis en place par les organismes d'aide sous l'appellation « Données pour le développement » (Data for Development) ou « IA pour le bien public » (AI for Good) sont souvent une façon d'élargir l'accès des entreprises aux ensembles de données des pays en développement, ce qui porte atteinte au respect de la vie privée des femmes vulnérables.⁴⁸ Définir les droits numériques des femmes exclusivement en termes d'accès individuel et de compétences individuelles, c'est ignorer la privatisation par les entreprises des renseignements basés sur les données et l'énorme déficit de gouvernance en matière de données et de développement.⁴⁹

Le déficit de gouvernance s'étend également au régime fiscal mondial. Il est généralement admis que la justice

fiscale a un lien direct avec la fourniture publique d'infrastructures de soins. Le maintien du moratoire sur les droits de douane pour les transmissions électroniques dans le régime commercial mondial a pour effet que les pays du Sud perdent de précieuses ressources fiscales, même si la part des produits numérisables dans le commerce mondial augmente.⁵⁰ En outre, les États-Unis font régulièrement échouer les propositions de régime de taxe sur les services numériques visant à empêcher l'évasion fiscale des sociétés numériques transnationales.⁵¹

3

QUELS SONT LES ÉLÉMENTS CLÉS D'UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ÉQUITABLE POUR LES HOMMES ET LES FEMMES ?

Il est essentiel de retrouver le techno-paradigme qui a donné aux mouvements de femmes les ailes pour s'organiser au niveau local et se mobiliser au niveau mondial. La cooptation de ce paradigme par les forces néolibérales a donné naissance à un ordre économique mondial qui porte les mêmes marques d'injustice que le système de Bretton Woods d'après-guerre, dont les coûts ont été supportés de manière disproportionnée par les femmes du Sud.⁵² Les idéologies néolibérales qui sous-tendent cet ordre ont également contribué à une sphère publique dépolitisée dans laquelle abondent la désinformation,⁵³ la guerre de propagande,⁵⁴ et la haine violente à l'égard des femmes et des personnes de sexualité non conventionnelle.

Le projet de restructuration radicale de l'économie numérique doit être inspiré par la sagesse féministe afin que la gouvernance des données et des architectures numériques permette l'avènement de sociétés durables, démocratiques et respectueuses de l'égalité des sexes.

Les éléments centraux d'un programme d'action féministe pour la transformation numérique sont les suivants :

1. Un nouveau multilatéralisme pour le développement à l'ère numérique,
2. La responsabilité des grandes entreprises technologies (Big Tech),
3. Des politiques féministes en matière d'infrastructures numériques.

Chacun de ces éléments alimentera la feuille de route que les défenseurs du féminisme doivent élaborer et appliquer. Les stratégies doivent être ancrées au niveau local et coordonnées au niveau mondial, à des échelles et sur des sites multiples.

3.1 UN NOUVEAU MULTILATÉRALISME POUR LE DÉVELOPPEMENT À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Le nouveau monde numérique féroce exige un nouveau multilatéralisme dans lequel tous les pays peuvent poursuivre de manière autonome leurs stratégies en faveur d'un développement durable, équitable et juste pour les femmes.⁵⁵

La démocratie numérique mondiale

L'économie numérique nécessite une réinitialisation importante.

Il est urgent de mettre en place un constitutionnalisme mondial des données qui puisse constituer la base d'un ordre international démocratique à l'ère numérique et inaugurer un nouveau contrat social. La gouvernance des données en tant que ressource économique doit être fondée sur un engagement irrévocable en faveur de la protection et de la promotion des droits des femmes, adapté à une future société numérique. Les technologies numériques, y compris l'IA, doivent faire l'objet d'un large débat sur la manière dont elles sont conçues, les buts dans lesquels elles sont utilisées et les modalités de leur gouvernance. Un consensus intergouvernemental est nécessaire pour définir les limites du capitalisme de contrôle en interdisant les modèles commerciaux de données qui violent la vie privée et l'autonomie des individus et des communautés, ou qui profitent de la circulation virale de la misogynie et de la désinformation. La démocratie numérique mondiale présuppose également que les États nations disposent d'une souveraineté juridique qui leur permette de formuler des politiques numériques nationales appropriées pour l'autonomisation des femmes. Ceci est essentiel non seulement pour limiter l'extraction des données par les entreprises, mais également pour assurer une distribution équitable des bénéfices provenant des innovations basées sur les données dans un ordre de développement international.

Un ordre commercial mondial équitable et juste

L'accès au marché et les modalités d'investissement dans les accords commerciaux doivent être réorientés vers l'objectif de protection des intérêts des femmes les plus marginalisées.⁵⁶ Dans les négociations commerciales, les pays du Sud doivent résister à la poussée des économies numériques avancées qui favorisent l'hyper-libéralisation du commerce numérique des services. Ils doivent rejeter les demandes des pouvoirs en place qui veulent un accès débridé au marché pour leurs entreprises de plateforme. Pour protéger les agricultrices, les commerçants et les micro-entrepreneurs, les pays en développement doivent s'assurer que leurs économies de données naissantes sont soutenues par des types d'investissement étrangers stratégiques plutôt qu'extractifs.⁵⁷ Il n'est pas acceptable que les accords de commerce et d'investissement soient utilisés pour annihiler les capacités en matière de données nationales ; ils doivent au contraire permettre un transfert de technologie efficace vers le Sud.⁵⁸

La justice fiscale

L'introduction de nouveaux régimes fiscaux numériques pour les Big Tech est une mesure de progrès en matière d'impôt que les pays en développement doivent adopter afin de financer les services publics essentiels et les programmes de protection sociale pour la participation des femmes à l'économie numérique.⁵⁹ La mise en place d'un organisme fiscal intergouvernemental universel sous les auspices de l'ONU, telle qu'elle a été proposée en 2018 par le Groupe des 77 et la Chine lors de la réunion spéciale du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sur la coopération internationale en matière fiscale, revêt une importance particulière dans une économie mondiale en voie de numérisation.⁶⁰

Un fonds numérique mondial pour l'autonomisation des femmes

Les modalités de financement du développement durable doivent permettre la diffusion des données et des technologies d'IA ainsi que la coopération Sud-Sud pour mettre l'IA au service du développement. Les initiatives « IA pour le bien public » menées par les entreprises ne vont pas assez loin dans la création de capacités locales. Des mesures durables et adaptatives pour l'autonomisation des femmes dans l'économie numérique nécessitent un financement mondial spécifique.

Normes internationales de travail pour les employées des plateformes

Les employées syndiquées doivent faire pression pour que l'Organisation Internationale du Travail (OIT) recommande la mise en place d'une garantie de travail universelle pour les employées des plateformes. Cela pourra ouvrir la voie à des changements dans les législations nationales du travail et garantir que les femmes qui travaillent dans les secteurs de l'emploi géré en ligne et de la fabrication numérique bénéficient d'un socle de protection du travail comprenant les droits fondamentaux des travailleuses : salaire de subsistance adéquat, prestations de maternité, temps de travail limité et lieux de travail sûrs et sains. Une attention particulière doit être accordée à la lutte contre la cyber-intimidation sexiste et sexualisée sur le lieu de travail de la plateforme.⁶¹

3.2 LA RESPONSABILITÉ DES BIG TECH EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES

La virtualisation de l'activité économique dans l'économie de plateforme conduit à l'impunité des entreprises et à une attaque directe contre les droits des femmes. Cette impunité des entreprises doit être combattue de toute urgence.

Un traité contraignant pour freiner les Big Tech

Les mouvements de la société civile plaident en faveur d'un instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer les activités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales dans le cadre international des droits de l'homme.⁶² Il est essentiel qu'un tel traité s'applique au capitalisme numérique et que les entreprises de haute technologie s'engagent à respecter les droits des femmes et l'environnement.⁶³ La responsabilité des entreprises numériques s'étend à tous les travailleurs,

indépendamment de leur statut en tant qu'employés ou de leur position dans la chaîne de valeur des données. Dans une industrie technologique profondément sexiste, la promotion des femmes exige un engagement à promouvoir la parité aux postes de direction.

L'engagement à lutter contre les préjugés sexistes dans la conception technologique

Les technologies numériques sont chargées de sexisme et de misogynie dans leur conception même. Des normes industrielles doivent être mises en place de toute urgence pour supprimer les incitations structurelles et virales à la misogynie et les cultures algorithmiques sous-jacentes qui institutionnalisent le patriarcat. Les entreprises de plateforme doivent auditer les pratiques commerciales pour en supprimer le sexisme, y compris les processus algorithmiques utilisés dans la gestion des flux de travail.

3.3 LES POLITIQUES FÉMINISTES EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Le potentiel du capital de données et de renseignements doit être réapproprié pour promouvoir l'économie sociale et solidaire, que l'économie féministe a longtemps reconvenue comme alternative à l'exploitation capitaliste. Les politiques nationales ont un rôle crucial à jouer pour faire advenir une économie numérique du futur qui sera féministe.

La démarche « Connectivité plus ». La participation des femmes à l'économie numérique est fondée sur une approche écosystémique qui associe accès à une connectivité de haute qualité, programmes de compétences numériques largement diffusés (y compris la reconversion des femmes qui perdent leur emploi à cause de l'automatisation), développement d'entreprises, crédit et subventions aux intermédiaires sociaux qui soutiennent les travailleuses.⁶⁴ Les bourses de commerce électronique financées par des fonds publics peuvent constituer une alternative viable pour les commerçantes, les entrepreneuses et les artisanes, en leur offrant une alternative au commerce électronique privé, qui a plutôt tendance à les exploiter. La commande publique préférentielle permettrait de donner un élan aux entreprises de plateforme gérées par des collectifs de femmes, des organisations de producteurs et des coopératives.

Données publiques, cloud et infrastructure d'IA

Des banques de données publiques et une infrastructure publique du cloud peuvent permettre aux entreprises féminines de tirer profit de l'analyse des données. Une politique nationale d'accélération technologique, par exemple, pourrait catalyser les liens entre un groupe d'agricultrices et une start-up technologique dirigée par des femmes pour lancer une nouvelle initiative d'agriculture intelligente. Grâce à des services de renseignement dans le cloud, la start-up technologique pourrait fournir des analyses et des informations au groupe d'agricultrices. Les innovations en matière d'IA dans le secteur public (santé, énergie, transport, etc.) peuvent aboutir à la fourniture rentable de services publics

à grande échelle, avec des effets positifs sur l'autonomisation sociale et économique des femmes.

La responsabilité des systèmes de données en matière de gouvernance. Les données massives (big data) et l'IA adoptées par les États pour l'intérêt et les services publics peuvent être utilisées, à condition d'en assurer la responsabilité et la transparence, pour promouvoir l'autonomisation sociale et économique des femmes. La technologie corrective (techno-fix) permet d'identifier les dimensions structurelles de la marginalité et de l'exclusion. On pourra mettre en œuvre des projets d'intégration numérique avec des freins et des contrepoids, débarrassés des préjugés sexistes et adaptés pour garantir la prise en compte des questions de genre. La prise de décision fondée sur des données doit permettre de répondre aux revendications des femmes de manière forte.

4

SAISIR L'OCCASION

La COVID-19 s'est accompagnée d'une vague d'action féministe allant d'appels à une stratégie de sauvetage féministe⁶⁵ à des déclarations prônant des visions féministes de la justice en matière de développement,⁶⁶ en passant par d'innombrables projets visant à décrire et illustrer les expériences diverses et variées de la crise selon le prisme de la transversalité et du genre. Des femmes leaders de mouvements syndicaux du monde entier, réunies au sein de la campagne #GenderEqualNewNormal (Égalité homme-femme, la nouvelle norme), ont fait ressortir les impacts disproportionnés de la pandémie sur les travailleuses et l'impératif urgent de recentrer leurs préoccupations au sein des mouvements syndicaux.⁶⁷ Dans le même temps, nous assistons à la naissance d'une lutte contre le modèle commercial dominant de la plateforme d'extraction de données, qui se manifeste notamment par la campagne « Stop à la haine au nom du profit » (Stop Hate for Profit), et dont les racines remontent aux manifestations pour la justice raciale aux États-Unis et aux grèves menées par les travailleurs d'Amazon aux États-Unis et dans l'UE, ainsi qu'aux grèves des travailleurs des services de livraison à la demande au Brésil, en Argentine, en Espagne et en Équateur. Les militants de la justice commerciale en Asie et en Afrique élaborent de nouvelles analyses très intéressantes mettant en évidence les pièges de l'hyper-libéralisation du commerce numérique en tant que stratégie de relance économique post-COVID. Le moment présent est propice pour consolider ces élans et œuvrer délibérément à l'établissement de liens entre mouvements féministes, militants des droits des travailleurs, défenseurs de la justice commerciale mondiale et coalitions pro-démocratie aux niveaux mondial et régional.

C'est à nous qu'il revient de préparer une nouvelle ère ; cette tâche implique la nécessité de construire des cadres conceptuels, de créer une prise de conscience et d'établir les liens nécessaires à la mobilisation locale et mondiale. Il est temps de lancer l'accord qui pourra profiter à toutes les femmes.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADPIC (OMC)	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AWS	Amazon Web Services
BHCDH	Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme
CDH (ONU)	Conseil des Droits de l'Homme
CESAP (ONU)	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
ECOSOC (ONU)	Conseil Économique et Social des Nations unies
GAFAA	Google, Apple, Facebook, Amazon et Alibaba
IA	Intelligence artificielle
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Nations Unies
STIM	Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
UNDESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'Enfance

GLOSSAIRE

1. Accès libre (open access) : Le libre accès à l'information et l'utilisation sans restriction des ressources électroniques pour tous. Tout type de contenu numérique peut être en libre accès, des textes et données aux logiciels, à l'audio, à la vidéo et au multimédia.
2. Automation : L'utilisation de machines pour des tâches autrefois effectuées par des êtres humains ou, de plus en plus, des tâches qui seraient autrement impossibles. Bien que le terme de mécanisation soit souvent utilisé pour désigner le simple remplacement du travail humain par des machines, l'automation implique généralement l'intégration de machines dans un système autonome.
3. Avance en matière de renseignement : Avantage concurrentiel dont bénéficient les entreprises de plateforme en raison de leur capacité à générer et à déployer des renseignements basés sur les données avec pour effet de réorganiser la production et l'échange marchand.
4. Capitalisme numérique : Stade avancé du capitalisme dans lequel quelques individus et sociétés qui possèdent et contrôlent de fait des ressources de réseau et de données jouissent d'un pouvoir économique démesuré.
5. Chaîne de valeur des données : La chaîne de valeur complètement nouvelle née du processus de production de renseignements numériques à partir de données, y compris l'acquisition, le stockage et l'entreposage des données, la modélisation et l'analyse des données, et la visualisation des données. Comme l'a fait remarquer la CNUCED, la chaîne de valeur des données est mondiale et très inégale. La plupart des pays se trouvent dans la position de simples fournisseurs de données brutes. Une poignée de puissantes entreprises de plateforme de deux pays (les États-Unis et la Chine) accaparent la plupart des données brutes et produisent du renseignement numérique à valeur ajoutée essentiel pour le contrôle de tous les secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire).
6. Confiance dans les données : Accord institutionnel dans lequel des individus ou des organisations se rassemblent pour mettre en commun leurs ressources en matière de données et les confier à une entité indépendante pour une gestion fiduciaire.
7. Crowdfwork : Organisation du travail sur les plateformes numériques dans laquelle les tâches sont attribuées à un groupe de travailleurs géographiquement dispersés, par exemple des tâches spécialisées telles que le développement de logiciels et de sites web et l'analyse des données effectuées par des indépendants, ainsi que les micro-tâches de travaux répétitifs effectuées par des travailleurs à distance peu qualifiés.
8. Droits de propriété intellectuelle : Terme général désignant la cession de droits de propriété par le biais de brevets, de droits d'auteur et de marques. Ces droits de propriété permettent à leur titulaire d'exercer un monopole sur l'utilisation de l'objet concerné pendant une période donnée.
9. Économie de plateforme : Système économique dans lequel les processus de production, d'échange sur le marché et de distribution sont de plus en plus médiatisés

- par des plateformes numériques dotées d'un avantage en matière de renseignement.
10. Économie sociale et solidaire : Organisations produisant des biens, des services et des connaissances qui répondent aux besoins de la communauté qu'elles servent, en poursuivant des objectifs sociaux et environnementaux spécifiques et en encourageant la solidarité, par exemple les coopératives, les sociétés d'intérêt mutuel, les associations, les fondations et les entreprises sociales.
 11. Extraction : Pratiques d'exploitation des données telles que l'exploration permanente des données, le profilage intrusif et la monopolisation du renseignement basé sur les données qui caractérisent le modèle commercial habituel de plateforme.
 12. Flux de données transfrontaliers : Le mouvement d'ensembles de données entre des serveurs situés dans des espaces juridiques nationaux différents.
 13. Infrastructure numérique : Infrastructure de base essentielle à l'émergence et à la croissance de l'économie numérique. Utilisé à l'origine pour désigner les technologies d'internet haut débit et de téléphonie mobile, ce terme englobe désormais les services de plateforme et les architectures de données dans tous les secteurs.
 14. Intelligence artificielle : Ensemble de technologies qui simule les processus de l'intelligence humaine pour l'apprentissage, le raisonnement et l'autocorrection. Si l'IA existe depuis les années 1950, l'émergence des données massives et les récents progrès en matière d'apprentissage machine, associés à l'évolution de la robotique et des technologies de détection, ont contribué à sa croissance exponentielle ces dernières années.
 15. Multilatéralisme : Dispositif institutionnel par lequel les relations politiques et économiques sont définies entre des groupes d'États nations. Dans le langage courant, le multilatéralisme est devenu un terme résumant le processus décisionnel intergouvernemental médiatisé par les Nations unies.
 16. Plateformes : Infrastructures pour la création, la capture et la distribution de valeur. Les plateformes facilitent les interactions entre les différents acteurs (consommateurs, producteurs, annonceurs, prestataires de services, fournisseurs, etc.), recueillent les données issues de ces interactions et génèrent des renseignements basés sur des données pour en optimiser la valeur.
 17. Plateformisation : Le phénomène des plateformes numériques qui deviennent l'infrastructure essentielle des interactions économiques et sociales.
 18. Produits numérisables : Produits qui peuvent être échangés sur Internet. Dans les premières années de la révolution numérique, il n'existait que cinq grandes catégories: les enregistrements sonores, les œuvres audiovisuelles, les jeux vidéo, les logiciels informatiques et les œuvres littéraires. Au fil des ans, les possibilités de fabrication agrégative offertes par l'impression en 3D et la croissance exponentielle des services fournis par voie numérique ont élargi la gamme des produits numérisables.
 19. Renseignement numérique : Idées produites par des algorithmes au moyen de technologies dites technologies d'apprentissage automatique qui s'appuient sur une vaste gamme d'ensembles de données allant des données personnelles et socio-comportementales aux données géo-spatiales, climatiques et agro-écologiques. L'internet constitue l'épine dorsale pour l'agrégation et la transmission de ces données avec un déploiement continu et « en temps réel » des algorithmes.
 20. Séquençage numérique du génome : L'application de techniques de données à grande échelle à la cartographie et à l'analyse des séquences génomiques, et l'évaluation des relations évolutives entre les espèces.
 21. Taxe sur les services numériques : Taxation des revenus générés par la fourniture de services numériques par une société qui peut ne pas avoir de présence physique dans la juridiction concernée.
 22. Transfert de technologie : Pour les Nations Unies, le transfert de technologie renvoie à l'idée que les pays développés doivent aider les pays en développement à acquérir le savoir-faire et les compétences technologiques qui sont essentiels à leur croissance. Depuis le Consensus de Monterrey, l'accent a été mis sur le transfert de technologie axé sur le marché par le biais du commerce et des investissements. Or il est de plus en plus évident que cette approche n'a pas produit les résultats escomptés.
 23. Travail à la demande : Mise en relation de travailleurs et de clients par l'intermédiaire d'une plateforme pour des services à fournir dans un lieu physique (transport, travail domestique, livraison à domicile...).

NOTES DE FIN

- 1 Ferran Esteve, "Technology and Inequality. The Concentration of Wealth in the Digital Economy" [Technologie et inégalité. La concentration de richesse dans l'économie numérique], CCCB LAB, 3 mai 2016, <https://lab.cccb.org/en/technology-and-inequality-the-concentration-of-wealth-in-the-digital-economy/>.
- 2 Dominique Guellec et Caroline Pauvov, "Digital Innovation and the Distribution of Income" [Innovation numérique et distribution des revenus] National Bureau of Economic Research [Bureau national de recherche économique], novembre 2017, consulté le 13 août 2020, <https://www.nber.org/papers/w23987.pdf>.
- 3 Il est possible qu'au cours des 25 dernières années les inégalités entre les pays aient été réduites, car les revenus moyens dans les pays en développement augmentent. Toutefois, l'écart entre les pays reste important. Par exemple, le revenu moyen en Amérique du Nord est 16 fois plus élevé qu'en Afrique subsaharienne. L'inégalité des revenus à l'intérieur des pays s'est aggravée. Aujourd'hui, 71 % de la population mondiale vit dans des pays où les inégalités ont augmenté. ONU 75, 2020 and Beyond [2020 et après], "Inequality - Bridging the Divide" [Comblant le fossé de l'inégalité], <https://www.un.org/en/un75/inequality-bridging-divide>.
- 4 122 femmes contre 100 hommes âgés de 25 à 34 ans vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde. Amanda Erickson, "Women poorer and hungrier than men across the world, U.N. report says" [L'ONU indique que la pauvreté et la faim touchent plus les femmes que les hommes dans le monde], The Washington Post (USA), 14 février 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/02/14/women-poorer-and-hungrier-than-men-across-the-world-u-n-report-says/>.
- 5 FE Online, « Jeff Bezos s'est enrichi de 40 milliards de dollars grâce aux coronavirus ; voici comment le fondateur d'Amazon a accumulé de la richesse », Financial Express (Inde), 16 juin 2020, <https://www.financial-express.com/industry/sme/jeff-bezos-got-richer-by-40-billion-amid-coronavirus-heres-how-amazon-founder-added-wealth/1993288/>.
- 6 Yujie Chen, Sophie Ping Sun et Jack Linchuan Qiu, "Deliver on the Promise of the Platform Economy" [Tenir la promesse de l'économie de plateforme], IT for Change, janvier 2020, consulté le 9 août 2020, <https://itforchange.net/platformpolitics/wp-content/uploads/2020/04/China-Research-Report.pdf> ; Admire Mare, Sarah Chiumbu et Shepherd Mpofo, "Investigating Labor Policy Frameworks for Ride-Hailing Platforms" [Recherche sur les cadres de la politique du travail pour les plateformes de covoiturage], IT for Change, janvier 2020, consulté le 9 août 2020, <https://itforchange.net/platformpolitics/wp-content/uploads/2020/04/South-Africa-PDF.pdf>.
- 7 Elise D. Thorburn, "Networked Social Reproduction: Crises in the Integrated Circuit" [Reproduction sociale en réseau : Crises dans le circuit intégré], Triple C 14, n° 2 (2016) : consulté le 9 août 2020, <https://www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/708/874>.
- 8 Yochai Benkler, The Wealth of Networks - How Social Production Transform Markets and Freedoms [La richesse des réseaux - Comment la production sociale transforme les marchés et les libertés] (New Haven et Londres : Yale University Press, 2006), 32-34, http://www.benkler.org/Benkler_Wealth_Of_Networks.pdf.
- 9 La combinaison de l'échelle du réseau et de l'avantage en matière de données au cœur du modèle commercial de plateforme favorise la concentration du marché et les tendances monopolistiques, ce qui donne lieu à des scénarios « gagnant-gagnant ». Voir Ebru Gokce Dessemond, "Restoring Competition in 'Winner-Took-All' Digital Platform Markets" [Rétablir la concurrence sur les marchés des plates-formes numériques où le gagnant a tout raflé], UNCTAD, 4 février 2020, <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2279>.
- 10 Anita Gurumurthy et Nandini Chami, "The Intelligent Corporation – Data and the Digital Economy" [L'entreprise intelligente – Données et économie numérique], Transnational Institute, 2020, consulté le 9 août 2020, <https://longreads.tni.org/the-intelligent-corporation-data-and-the-digital-economy>.
- 11 Commission mondiale sur l'avenir du travail, "The Impact of Technology on the Quality and Quantity of Jobs" [L'impact de la technologie sur la qualité et la quantité des emplois], OIT, 20 février 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---cabinet/documents/publication/wcms_618168.pdf, 4 p.
- 12 Zia Qureshi, "Inequality in the Digital Era" [L'inégalité à l'ère des données] in Work in the Age of Data [Le travail à l'ère des données], (Madrid : BBVA, 2019), p. 31-41, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/02/BBVA-OpenMind-Zia-Qureshi-Inequality-in-the-digital-era.pdf>.
- 13 Les conclusions du World Inequality Lab Report [Rapport du laboratoire sur les inégalités dans le monde] 2018 (publié en décembre 2017) sont basées sur les données relatives à l'inégalité des revenus dans 70 pays. Voir Facundo Alvaredo et al., "World Inequality Report 2018" [Rapport sur les inégalités dans le monde], World Inequality Database [Base de données sur les inégalités dans le monde], 2017, consulté le 9 août 2020, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>.
- 14 Warren Cassell Jr, "An Overview of Businesses Owned by Amazon" [Aperçu des entreprises appartenant à Amazon], Investopedia, 1er novembre 2019, <https://www.investopedia.com/cach3.com/articles/investing/091015/overview-businesses-owned-amazon.asp.html>.
- 15 ZD Net, "In 2018, AWS Delivered Most of Amazon Operating Income" [AWS a fourni la majeure partie des revenus d'exploitation d'Amazon en 2018], consulté le 20 août 2020, <https://www.zdnet.com/article/in-2018-aws-delivered-most-of-amazons-operating-income/>.
- 16 Dana Mattiolo, "Amazon Scooped Up Data From Its Own Sellers to Launch Competing Products" [Amazon a recueilli des données auprès de ses propres vendeurs pour lancer des produits concurrents], The Wall Street Journal (USA), 23 avril 2020, <https://www.wsj.com/articles/amazon-scooped-up-data-from-its-own-sellers-to-launch-competing-products-11587650015>.
- 17 "Alibaba Cloud Intelligence Brain" [Le cerveau d'Alibaba utilise le renseignement du cloud], Alibaba, consulté le 9 août 2020, <https://www.alibabacloud.com/solutions/intelligence-brain>.
- 18 Riley de León, "How SoftBank and its \$100 Billion Vision Fund has Become a Global Start-up Machine" [Comment SoftBank et son fonds Vision de 100 milliards de dollars est devenue une machine à créer des entreprises à l'échelle mondiale], CNBC (USA), 17 mai 2019, <https://www.cnbc.com/2019/05/17/softbanks-100-billion-vision-fund-reshapes-world-of-venture-capital.html>.
- 19 CNUCED, « Pour que les marchés restent équitables à l'ère numérique, il faut renforcer la coopération », CNUCED, 26 novembre 2019, <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2249>.
- 20 CNUCED, « Rapport sur l'économie numérique 2019 – Création et capture de valeur : Implications pour les pays en développement » CNUCED, 2019, consulté le 9 août 2020, https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/der2019_en.pdf, 21 p.
- 21 « Examen et évaluation de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des résultats de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale – Rapport du Secrétaire général », ECOSOC, Nations Unies, E/CN.6/2020/3, 13 décembre 2019, <https://undocs.org/E/CN.6/2020/3>
- 22 Cecilia Alemany, Claire Slatter et Corina Rodríguez Enriquez, "Gender Blindness and the Annulment of the Development Contract" [Cécité au genre et annulation du contrat de développement], Development and Change 50, n° 2 (2019), p. 468-83, consulté le 9 août 2020, <https://dawnnet.org/wp-content/uploads/2019/06/Gender-Blindness-and-the-Annulment-of-the-Development-Contract.pdf>.
- 23 Infos de l'OIT, « Alors que la crise de l'emploi s'aggrave, l'OIT met en garde contre une reprise incertaine et incomplète du marché du travail », OIT, 30 juin 2020, https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_749398/lang--en/index.htm.
- 24 « La pandémie de l'ombre : La violence à l'égard des femmes pendant la COVID-19 », ONU Femmes, 2020, consulté le 9 août 2020, <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>.

- 25 Johnny Wood, “3 Things to Know about Women in STEM” [3 choses à savoir sur les femmes dans les STEM], Forum économique mondial, 11 février 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/02/stem-gender-inequality-researchers-bias>.
- 26 Ces dernières années, les plus grandes entreprises technologiques chinoises comme Tencent, Baidu et Alibaba, ont publié à plusieurs reprises des annonces de recrutement vantant les mérites de « belles filles » ou de « déesses » travaillant pour ces entreprises. Un employé masculin de Tencent y figure : il déclare que c'est la principale raison pour laquelle il a rejoint Tencent, ainsi qu'un employé de Baidu, qui dit que c'est l'une des raisons pour lesquelles il est « si heureux tous les jours » au travail. Voir “‘Only Men Need Apply’ - Gender Discrimination in Job Advertisements in China” [Réservé aux hommes - Discrimination sexuelle dans les offres d'emploi en Chine], Human Rights Watch, 23 avril 2018, <https://www.hrw.org/report/2018/04/23/only-men-need-apply/gender-discrimination-job-advertisements-china>.
- 27 Voir Janine Berg et al., “Digital Labour Platforms and the Future of Work – Towards Decent Work in the Online World” [Plateformes numériques et avenir du travail - Vers un travail décent dans le monde en ligne], 2018, consulté le 9 août 2020, https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_645337/lang--en/index.htm.
- 28 Abigail Hunt et Emma Samman, “Gender and the Gig Economy – Critical Steps for Evidence-based Policy” [Genre et économie des interventions ponctuelles – Étapes essentielles pour une politique fondée sur la preuve], Overseas Development Institute, janvier 2019, consulté le 9 août 2020, <https://cdn.odi.org/media/documents/12586.pdf>.
- 29 Organisation Internationale du Travail, « Dossier politique : Le monde du travail et la COVID-19 », Nations Unies, juin 2020, consulté le 9 août 2020, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/genericdocument/wcms_748428.pdf.
- 30 Urvashi Aneja, “Feminist Visions of the Future of Work” [Visions féministes et avenir de l'emploi], Friedrich-Ebert Stiftung, 2019, consulté le 9 août 2020, <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15797.pdf> ; Karen Gilchrist, “The Rise of AI could Hurt Women’s Careers in a Major Way” [La montée en puissance de l'IA pourrait nuire considérablement à la carrière des femmes], CNBC Makeit, consulté le 20 décembre 2018, <https://www.cnbc.com/2018/12/20/world-economic-forum-tech-automation-ai-will-widen-the-gender-pay-gap.html>.
- 31 Anita Gurumurthy, Nandini Chami et Cecilia Alemany Billorou, “Gender Equality in the Digital Economy - Emerging Issues” [Égalité des sexes dans l'économie numérique - Questions nouvelles], Development Alternatives with Women for a New Era & IT for Change [Alternatives de développement avec les femmes : Nouvelle ère et TIC pour le changement], août 2018, consulté le 9 août 2020, https://dawnnet.org/wp-content/uploads/2018/09/DJP_GenderEqualityintheDigitalEconomy.pdf.
- 32 Comme le soutiennent Pratap et Bose (2017) : « Pour chaque nouvel emploi que la numérisation a fait naître... (nous) ne nous rendons peut-être pas compte des possibilités d'emploi qui disparaissent, parce que la majorité se trouve au départ dans le secteur informel et peut ne pas être facilement visible. Une pression sur le secteur informel ne se traduira pas vraiment par des pertes d'emplois ; en effet, dans la plupart des cas, ce ne sont pas des « emplois » en tant que tels qui sont perdus, mais des moyens de subsistance. Ce qui pourrait se produire, c'est une compression constante des revenus qui rendrait la survie précaire ». Voir *ibid.*, p. 6.
- 33 Niels van Doorn, “Platform Labor: On the Gendered and Racialized Exploitation of Low-income Service Work in the ‘On-demand’ Economy” [Travail sur plateforme : L'exploitation du travail de service à faible revenu dans l'économie « à la demande » sur la base du sexe et de la race], Information, Communication & Society 20, n° 6 (2017), p. 898-914, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1369118X.2017.1294194>.
- 34 Abigail Hunt et Fortunate Machingura, “A Good Gig? The Rise of On-demand Domestic Work” [Ça s'est bien passé ton intervention? La montée de l'emploi ménager à la demande], Overseas Development Institute, décembre 2016, consulté le 9 août 2020, <https://cdn.odi.org/media/documents/11155.pdf>.
- 35 “Are Service Apps for Domestic Workers Reproducing Old Systems of Power?” [Les applications de service pour les travailleurs domestiques sont-elles en train de reproduire les anciens systèmes de pouvoir ?], Feminism in India, 6 août 2018, <https://feminismindia.com/2018/08/06/service-apps-domestic-workers/>.
- 36 Tasneem Mewa, “Platformisation of Domestic Work in India - Report from a Multistakeholder Consultation” [La Plateformisation du travail domestique en Inde - Rapport d'une consultation multipartite], The Centre for Internet and Society, février 2020, consulté le 9 août 2020, <https://cis-india.org/raw/platformisation-of-domestic-work-in-india-report-february-2020/>.
- 37 Julia Ticona, Alexandra Mateescu et Alex Rosenblat, “Beyond Disruption - How Tech Shapes Labor Across Domestic Work & Ride-hailing” [Au-delà de la rupture : comment la technologie façonne le travail domestique et les interventions ponctuelles], Data & Society, 26 juin 2018, <https://apo.org.au/sites/default/files/resource-files/2018-06/apo-nid180101.pdf>.
- 38 Zahrah Nesbitt-Ahmed et Ramya Subrahmanian, “Caring in the Time of COVID-19: Gender, Unpaid Care Work and Social Protection” [Le soin à l'époque du COVID-19 : Genre, travail de soins non rémunéré et protection sociale], UNICEF, 23 avril 2020, <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/caring-in-the-time-of-covid-19-gender-unpaid-care-work-and-social-protection/>.
- 39 Comme l'écrit Sadaf Khan, chercheuse pakistanaise, dans son essai évocateur sur les applications de santé menstruelle : « Le recueil d'une telle quantité de données ne gêne-t-il pas les utilisatrices ? Existe-t-il vraiment des algorithmes qui relient toutes ces données en tendances utilisables sur le plan médical ? Dans quelle mesure ces tendances peuvent-elles être fiables si leur utilisation est irrégulière ? Les applications de suivi des règles sont-elles en train de définir un avenir où les soins médicaux se feront en ligne et où des données fiables seront inévitablement liées à la fourniture de services médicaux ? Et si c'est le cas, la vie privée et la santé vont-elles bientôt devenir des droits contradictoires ? » Voir Sadaf Khan, “Data Bleeding Everywhere: A Story of Period Trackers” [Flux de données dans tous les sens : Étude des traqueurs de règles], Medium, 7 juin 2019, <https://deepdives.in/data-bleeding-everywhere-a-story-of-period-trackers-8766dc6a1e00>.
- 40 Autoblow AI [Autopipe IA], un manchon de masturbation automatisé fait de peau artificielle, est capable de créer une expérience immersive pour ses utilisateurs en se connectant à des vidéos pornographiques en ligne et en ajustant dynamiquement les paramètres de vibration selon telle ou telle scène. Voilà qui ouvre en grand la boîte de Pandore des préoccupations sur le consentement, le support et l'autonomie dans la marchandisation de nos données corporelles. Voir Norman Shamas, “The Many Lives of Our Sexy Data Bodies” [Les 1001 vies de nos corps de données sexy], 23 janvier 2020, <https://deepdives.in/the-many-lives-of-our-sexy-data-bodies-656a27fdb1a7>.
- 41 Nick Couldry et Ulises Mejias, “Data Colonialism: Rethinking Big Data’s Relation to the Contemporary Subject” [Le colonialisme des données : Repenser la relation entre Big Data et le sujet contemporain], Television and New Media 20, n° 4 (2018), p. 336-49, consulté le 9 août 2020, <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1527476418796632>. Voir également Peter Isackson, “The Veiled Face of Data Colonialism Exposed” [La face voilée du colonialisme des données mise à nu], Fair Observer, 16 décembre 2019, <https://www.fairobserver.com/business/technology/big-data-colonialism-colonization-technology-news-tech-latest-news-89304/>.
- 42 Michael F. Schmidlehner, “Blockchain and Smart Contracts: Capital’s Latest Attempts to Seize Life on Earth” [Chaîne de blocs et contrats intelligents : Les dernières tentatives du capital pour s'approprier la vie sur terre], Mouvement mondial pour les forêts tropicales, 13 janvier 2020, <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/blockchain-and-smart-contracts-capitals-latest-attempts-to-seize-life-on-earth/>.
- 43 Raynold Wonder Alorse, “The Digital Economy and the Green Economy: Compatible Agendas? [Les intentions de l'économie numérique et de l'économie verte sont-elles compatibles ?], Public Governance International, octobre 2019, consulté le 4 mars 2020, <https://www.pgionline.com/wp-content/uploads/2019/11/PGI-The-Digital-Economy-and-the-Green-Economy-Compatible-Agendas-final..pdf> ; Adam Vaughan, “Much Work Needed to Make Digital Economy Environmentally Sustainable” [Il reste beaucoup à faire pour rendre l'économie numérique durable sur le plan environnemental], The Guardian (UK), 20 février 2018, <https://www.theguardian.com/environment/2018/feb/20/much-work-needed-to-make-digital-economy-environmentally-sustainable>; Becky Faith, “Why we Need a ‘Feminist Digital Economy’” [Pourquoi il nous faut une « Économie numérique féminine »], Gender IT, 31 janvier 2018, <https://www.genderit.org/feminist-talk/why-we-need-%E2%80%98feminist-digital-economics%E2%80%9999> ;

Sylvia Federici, "Feminism and the Politics of the Commons" [Féminisme et politique des gens], *The Wealth of the Commons* [La richesse des gens], consulté le 4 mars 2020, <http://wealthofthecommons.org/essay/feminism-and-politics-commons>.

44 Les terres rares constituent l'épine dorsale des technologies numériques modernes, et leur dispersion dans les masses d'eau, le sol et l'air a suscité de graves préoccupations. Voir Raynold Wonder Alorise, "Net Loss: We Need to Consider the Environmental Cost of the Digital Economy" [Perte sèche: Nous devons prendre en compte le coût environnemental de l'économie numérique], *Scroll.in* (Inde), 10 décembre 2019, <https://scroll.in/article/946310/net-loss-we-need-to-consider-the-environmental-cost-of-the-digital-economy>. L'attrait des richesses minérales du Congo oriental, comme la wolframite, essentielles à la technologie numérique, incite les parties de ce conflit brutal à se livrer à des meurtres et des viols de civils et d'enfants, qui sont également engagés pour travailler dans les mines, les bénéficiant étant essentiellement réinvestis dans la prolongation du conflit. Lorsque ces minéraux atteignent leur destination finale sur les marchés internationaux, les origines et les souffrances de ce commerce sont depuis longtemps oubliées. Voir Elizabeth Dias, "First Blood Diamonds, Now Blood Computers?" [Après le sang des diamants, le sang des ordinateurs ?], *Time*, 24 juillet 2009, <https://web.archive.org/web/20101205121726/http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1912594,00.html>; "Faced with a Gun, What Can you Do? War and the Militarisation of Mining in Eastern Congo" [Face à un fusil, que pouvez-vous faire ? Guerre et militarisation de l'industrie minière au Congo oriental], *Global Witness*, 20 juillet 2009, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2CDFDB009A2A-C864492575FA000DFB15-Full_Report.pdf.

45 « Vietnam : Les experts de l'ONU sont préoccupés par les menaces contre les ouvriers des usines et les militants syndicaux », *HCDH, Nations Unies*, 20 mars 2018, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?News-Id=22852&LangID=F>.

46 Deborah James, "Digital Trade Rules – A Disastrous New Constitution for the Global Economy, By and For Big Tech" [Les règles du commerce numérique - Une nouvelle constitution désastreuse pour l'économie mondiale, par et pour les Big Tech] *Rosa Luxemburg Stiftung*, 2020, consulté le 9 août 2020, <https://cepr.net/wp-content/uploads/2020/07/digital-trade-2020-07.pdf>; Parminder Jeet Singh, "Taking National Data Seriously" [Prendre au sérieux les données nationales], *The Hindu* (Inde), 17 octobre 2019, <https://www.thehindu.com/opinion/lead/taking-national-data-seriously/article29716990.ece>.

47 David Luke et al., "Digital Trade in Africa – Implications for Inclusion and Human Rights," [Le commerce numérique en Afrique - Implications pour l'intégration et les droits de l'homme] *Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, BHCDH et Fondation Friedrich Ebert*, consulté le 9 août 2020, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/genf/15602.pdf>.

48 Mark Latonero, "Opinion: AI for Good Is Often Bad" [Opinion : L'IA pour le bien public fait souvent du mal], *Wired*, 18 novembre 2019, <https://www.wired.com/story/opinion-ai-for-good-is-often-bad/>; "Big Data", *Privacy International*, 8 février 2018, <https://privacyinternational.org/explainer/1310/big-data>; Emmanuel Letouzé, "Big Data pour le développement : Défis et opportunités", *UN Global Pulse*, mai 2012, consulté le 13 août 2020, <https://unstats.un.org/unsd/trade/events/2014/Beijing/documents/globalpulse/Big%20Data%20for%20Development%20-%20UN%20Global%20Pulse%20-%20June2012.pdf>, 24 p.

49. L'accord Amazon-NHS [Service national de santé britannique] en est un exemple. Amazon a obtenu un accès gratuit aux informations sur les soins de santé collectées par le NHS dans le cadre d'un contrat avec l'État. Ces informations, qui excluent les données des patients, pourrait permettre à la multinationale technologique de fabriquer et de faire de la publicité pour ses propres produits, et de les vendre. En vertu de ce contrat, Amazon peut créer « de nouveaux produits, des applications, des services basés sur le cloud et/ou des logiciels distribués », dont le NHS ne bénéficierait pas financièrement. Elle peut également partager les informations avec des tiers. Voir Amy Walker, "NHS Gives Amazon Free Use of Health Data under Alexa Advice Deal" [Le NHS accorde à Amazon l'utilisation gratuite des données sur la santé dans le cadre de l'accord de conseil Alexa] *The Guardian* (GB), 8 décembre 2019, <https://www.theguardian.com/society/2019/dec/08/nhs-gives-amazon-free-use-of-health-data-under-alexa-advice-deal>.

50 D. Ravi Kanth, "India, South Africa Challenge Continuing Moratorium on E-com Duties" [L'Inde et l'Afrique du Sud contestent le maintien

du moratoire sur les droits de douane sur les communications électroniques], *Third World Network*, 30 novembre 2018, <https://twn.my/title2/wto.info/2018/ti181120.htm>.

51 Daniel Bunn, "The U.S. Trade Representative Expands Its Digital Services Tax Investigations" [Le représentant américain au commerce élargit ses enquêtes sur la taxe sur les services numériques] *Tax Foundation*, 2 juin 2020, <https://taxfoundation.org/us-trade-representative-ustr-digital-services-tax-investigations/>.

52 Voir Margarita Aguinaga et al., "Critiques and Alternatives to Development: A Feminist Perspective" [Critiques et alternatives au développement : Une perspective féministe], in *Beyond Development – Alternative Visions from Latin America* [Au-delà du développement – Visions alternatives d'Amérique latine] (Quito et Amsterdam : août 2013), https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_complete.pdf, p. 41-60; Susanne Soederberg, "Recasting Neoliberal Dominance in the Global South? A Critique of the Monterrey Consensus" [Refonte de la domination néolibérale dans le Sud ? Une critique du Consensus de Monterrey], *Alternatives : Global, Local, Political* [Alternatives mondiales, locales, politiques] 30, n° 3 (2005), p. 325-64, consulté le 4 mars 2020, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/030437540503000304>.

53 *Privacy International* a mis en lumière la manière dont les groupes pro-vie aux États-Unis ont mené une campagne soutenue de désinformation anti-avortement. Voir "How Anti-abortion Activism is Exploiting Data" [Comment l'activisme anti-avortement exploite des données], *Privacy International*, 22 juillet 2019, <https://privacyinternational.org/long-read/3096/how-anti-abortion-activism-exploiting-data>.

54 En Allemagne, les partis de droite ont diffusé de fausses nouvelles, alléguant que les réfugiés syriens sont des violeurs et que la culture allemande doit s'en protéger. Voir Jeffrey Gedmin, "Right-wing Populism in Germany: Muslims and Minorities after the 2015 Refugee Crisis" [Le populisme de droite en Allemagne : Les Musulmans et les minorités après la crise des réfugiés de 2015], *Brookings*, 24 juillet 2019, <https://www.brookings.edu/research/right-wing-populism-in-germany-muslims-and-minorities-after-the-2015-refugee-crisis/>.

55 Les féministes doivent se joindre aux efforts qui appellent à un nouveau multilatéralisme, comme dans la récente collaboration entre le *Global Development Policy Center* [Centre pour une politique du développement mondial] et la *CNUCED*. Voir Kevin P. Gallagher et Richard Kozul-Wright, "A New Multilateralism for Shared Prosperity: Geneva Principles for a Global Green New Deal," [Un nouveau multilatéralisme pour une prospérité partagée : Les Principes de Genève pour une nouvelle donne verte mondiale], *Global Development Policy Center et CNUCED*, consulté le 9 août 2020, <http://www.bu.edu/gdp/files/2019/05/Updated-New-Graphics-New-Multilateralism-May-8-2019.pdf>.

56 Les accords de commerce et d'investissement doivent promouvoir le développement d'une stratégie industrielle sensible au genre, conçue pour renforcer les industries locales, développer l'emploi décent pour les femmes et soutenir le développement social et économique. Voir Sophie Hardefeldt et al., "Patriarchy and Profit : A Feminist Analysis of the Global Trade System" [Patriarcat et profit : Une analyse féministe du système commercial mondial], *Global Trade Justice Movement*, consulté le 9 août 2020, https://www.tjm.org.uk/documents/briefings/TJM_Patriarchy_and_Profit.pdf.

57 Dan Ciuriak, "Industrial-era Investment Strategies Won't Work in a Data-driven Economy" [Les stratégies d'investissement de l'ère industrielle ne peuvent pas fonctionner dans une économie basée sur les données], *Centre for International Governance Innovation* [Centre pour l'innovation en matière de gouvernance internationale], 15 novembre 2018, <https://www.cigionline.org/articles/industrial-era-investment-strategies-wont-work-data-driven-economy>.

58 V. supra, note 51.

59 La Déclaration de Bogota sur la justice fiscale pour les droits des femmes souligne l'importance des régimes d'impôt sur les sociétés et sur le revenu des personnes physiques par rapport aux impôts indirects qui ne tiennent pas compte des différences entre les sexes et qui drainent les ressources des femmes marginalisées. Voir "The Bogota Declaration on Tax Justice for Women's Rights" [Déclaration de Bogota sur la justice fiscale pour les droits des femmes], *Global Alliance for Tax Justice, Public Services International, Tax Justice Network & Friedrich-Ebert-Stiftung*, 2017, consulté le 4 mars 2020, https://www.globaltaxjustice.org/sites/default/files/EN_Bogota-Declaration-Tax-Justice-for-Womens-Rights_0.pdf.

L'impôt est de loin le flux de recettes le plus important pour les pays en développement, dans la mesure où il est largement supérieur à l'aide publique au développement dans de nombreux cas. Les impôts des sociétés transnationales sont essentiels, car l'impôt sur les sociétés représente environ 16 % des recettes de ces pays (contre seulement 8 % dans les pays développés). Les sociétés transnationales se livrent fréquemment à l'évasion et à la fraude fiscales en transférant des revenus hors des pays en développement : l'Afrique subit une perte de 5,5 % de son PIB chaque année en raison de cette pratique, un montant supérieur au total annuel des investissements étrangers directs et de l'aide publique au développement. Voir Roosje Saalbrink, "Working towards a Just Feminist Economy: The Role of Decent Work, Public Services, Progressive Taxation and Corporate Accountability in Achieving Women's Rights" [Œuvrier en faveur d'une économie féministe juste : Le rôle du travail décent, des services publics, de la fiscalité progressive et de la responsabilité des entreprises dans la mise en place des droits des femmes], *Womankind Worldwide*, mars 2019, consulté le 4 mars 2020, <https://www.womankind.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/working-towards-a-just-feminist-economy-final-web.pdf>; Attiya Waris, "Illicit Financial Flows - Why we should Reclaim these Resources for Gender, Economic and Social Justice" [Flux financiers illicites - Pourquoi il est nécessaire de récupérer ces ressources pour le genre, la justice économique et sociale], Association for Women's Rights in Development [Association pour les droits des femmes dans le développement], 2017, consulté le 4 mars 2020, https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/iffs-awid-brief_2017.pdf?utm_source=website&utm_medium=webform&utm_campaign=IFFs_Report&utm_term=en; "Our Vision: Economic Justice in a Feminist World" [Notre vision : La justice économique dans un monde féministe], Association for Women's Rights in Development, consulté le 4 mars 2020, <https://www.awid.org/our-vision-economic-justice-feminist-world>.

60 Manuel F. Montes et Pooja Rangaprasad, "Collaboration or Co-optation? A Review of the Platform for Collaboration on Tax" [Collaboration ou coopération ? Un examen de la plate-forme de collaboration en matière de fiscalité], South Centre [Observatoire du Sud] et Global Alliance for Tax Justice [Alliance mondiale pour la justice fiscale], juin 2018, consulté le 9 août 2020, https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2018/06/PB48_Collaboration-or-Co-optation-A-review-of-the-Platform-for-Collaboration-on-Tax_EN.pdf.

61 Commission mondiale sur l'avenir du travail, « Travailler pour un avenir meilleur », OIT, 22 janvier 2019, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---cabinet/documents/publication/wcms_662410.pdf.

62 « Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme », CDH, Nations Unies, consulté le 9 août 2020, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/WGTransCorp/Pages/IGWGOntNC.aspx>.

63 Les serveurs web des centres de données mondiaux, comme ceux exploités par Google et Facebook, contribuent à hauteur de 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, une quantité équivalente aux émissions générées par l'aviation mondiale. Des études comparatives entre le commerce en ligne et le commerce traditionnel suggèrent que dans le « dernier kilomètre de livraison », les acheteurs en ligne pourraient dépenser beaucoup plus de carbone par transaction que leurs homologues en magasin. Voir Anita Gurumurthy, "A Feminist Manifesto for Digitallity : Issues in the Frame" [Manifeste féministe pour le numérique : Questions d'actualité] ONU Femmes, septembre 2019, consulté le 9 août 2020, <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/64/egm/gurumurthy%20aexpert%20paperdraftegmb25ep6.pdf?la=en&vs=935>.

64 Alina Sorgner et al., "The Effects of Digitalization on the Gender Equality in the G20 Economies" [Les effets de la numérisation sur l'égalité des sexes dans les économies du G20], Women20, Kiel Institute for World Economy [Institut d'économie mondiale de Kiel] et Emerging Market Sustainability Dialogues [Dialogues sur la durabilité des marchés émergents], mai 2017, consulté le 9 août 2020, https://www.emsdialogues.org/wp-content/uploads/2017/08/20170707_W20_Studie_v2.5.pdf; Francesca Borgonovi et al., "Bridging the Digital Gender Divide – Include, Upskill, Innovate" [Comblent le fossé numérique entre les sexes – Inclure, améliorer, innover], OCDE, 2018, consulté le 9 août 2020, <http://www.oecd.org/internet/bridging-the-digital-gender-divide.pdf>.

65 "Join the Feminist Bailout Campaign" [Rejoignez la campagne de sauvetage féministe], Association for Women's Rights in Development [Association pour les droits des femmes dans le développement], consulté le 9 août 2020, <https://secure.awid.org/en/node/615>.

66 "COVID-19 Highlights the Failure of Neoliberal Capitalism: We Need Feminist Global Solidarity," [La COVID-19 met en évidence l'échec du capitalisme néo-libéral : Nous avons besoin d'une solidarité mondiale féministe], Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, 25 mars 2020, <https://apwld.org/covid-19-highlights-the-failure-of-neoliberal-capitalism-we-need-feminist-global-solidarity/>.

67 "Global Unions Launch #GenderEqualNewNormal Campaign with a Webinar on the Impact of the Covid-19 Crisis on Women" [Les syndicats mondiaux lancent la campagne #GenderEqualNewNormal (Égalité homme-femme, la nouvelle norme) avec un webinaire sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les femmes], UNI Global Union, 22 mai 2020, <https://www.uniglobalunion.org/news/global-unions-launch-genderequalnewnormal-campaign-a-webinar-impact-covid-19-crisis-women>.

LES AUTEURS

Anita Gurumurthy est directrice exécutive de IT for Change [Les TIC pour le changement], où elle travaille sur l'économie politique de la gouvernance des données, l'économie du travail et du numérique et la gouvernance de la sphère publique numérique, dans une optique féministe.

Nandini Chami est directrice adjointe de IT for Change. Elle travaille sur la réglementation des Big Tech, les droits des travailleurs de plateforme et l'analyse féministe de l'économie politique du commerce numérique.

Assistants de recherche Khawla Zainab, Sadhana Sanjay

Membres du groupe de travail Crystal Dicks (Congrès des syndicats d'Afrique du Sud), Marianna Fernandes (Marche mondiale des femmes, Europe), Marieke Koning (CSI), Gea Meijers (WIDE+), Scheaffer Okore (Parti Ukweli), Sofia Scasserra (Institut mondial du travail UNTREF), Anna Lee Tuvera (CSI Asie Pacifique)

IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung | Global Policy and Development | Hiroshimastr. 28 | 10785 Berlin | Allemagne

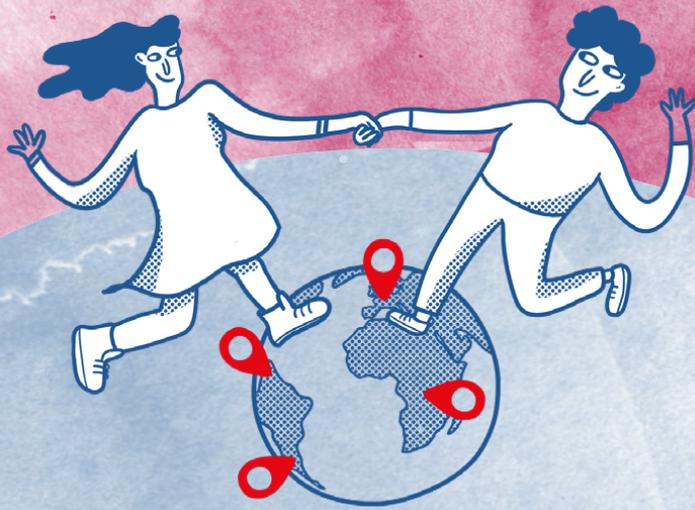
Responsable :
Natalia Figge | Justice de genre
Téléphone : +49 30 269 35 74 99 | Fax : +49 30 269 35 92 46
www.fes.de/themenportal-gender-jugend-senioren/gender-matters/the-future-is-feminist

L'utilisation commerciale de l'ensemble des supports publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas autorisée sans l'accord écrit de la FES.

L'AVENIR EST FÉMINISTE

« L'avenir est féministe » est un projet mondial de la Fondation Friedrich Ebert, qui travaille avec des féministes du monde entier en vue de développer des visions positives pour un avenir meilleur, avec l'accent mis sur les questions de politique économique et des perspectives économiques critiques. Le projet analyse en particulier les effets de la numérisation et l'avenir du travail. Il identifie les préoccupations communes des mouvements féministes et syndicaux afin de créer un

espace pour de nouvelles alliances puissantes visant le changement social. Le projet s'inscrit dans la continuation du travail des réseaux féministes dans les régions Asie-Pacifique, Amérique latine-Caraïbes, Moyen-Orient-Afrique du Nord, et Afrique subsaharienne. Il offre aux militantes un espace d'échange d'idées sur les questions brûlantes, les expériences régionales et les stratégies politiques tout en servant de forum pour l'expérimentation de nouvelles idées.



CADRE D'ACTION FÉMINISTE POUR L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE



Le capitalisme numérique provoque des inégalités extrêmes en concentrant le pouvoir économique entre les mains de quelques-uns. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par ce phénomène et risquent d'être davantage marginalisées, voire de perdre leurs moyens de subsistance.



Le modèle commercial des entreprises de plateforme transnationales produit et reproduit des hiérarchies racialisées et sexuées sur le marché du travail. La rhétorique de la flexibilité tend à cacher la réalité de la précarisation et de l'instabilité dont souffrent ceux qui sont employés par les plateformes dans la plupart des pays du Sud. Promouvoir l'accès et les compétences individuelles ne suffit pas à faire progresser les droits numériques des femmes si rien n'est fait en matière de gouvernance de l'économie numérique.



Notre cadre d'action féministe sur l'économie numérique propose de nouvelles visions fortes pour créer et maintenir des sociétés justes envers les femmes. Ses éléments centraux sont les idées transformatrices pour un nouveau multilatéralisme à l'ère numérique, la responsabilisation des Big Tech et les politiques féministes en matière d'infrastructure numérique.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur:
www.fes.de/themenportal-gender-jugend-senioren/gender-matters/the-future-is-feminist

